

République du Sénégal

*Un Peuple - Un But- Une foi*



Ministère de l'Éducation nationale

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation

Cadre de Coordination des Interventions sur l'Éducation des Filles



## ÉVALUATION DU PROJET D'APPUI À L'ÉDUCATION DES FILLES

(PAÉF)

## RAPPORT DE SYNTHÈSE

Réalisée avec l'appui de la Coopération italienne au Sénégal

**Liste des sigles et des acronymes**

<b>AGR</b>	Activités génératrices de revenus
<b>AME</b>	Association de mères d'élèves
<b>CAVAG</b>	Cellule d'animation de veille et d'alerte genre
<b>CCIEF</b>	Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles
<b>CDEPSCOFI</b>	Comité départemental des enseignantes pour la promotion de la scolarisation des filles
<b>CE</b>	Cours élémentaire
<b>CFEE</b>	Certificat de fin d'études élémentaires
<b>CGE</b>	Comité de gestion de l'école
<b>CI</b>	Cours d'initiation
<b>CM</b>	Cours moyen
<b>CMS</b>	Crédit mutuel du Sénégal
<b>CNEPSCOFI</b>	Comité national des enseignantes pour la promotion de la scolarisation des filles
<b>CREPSCOFI</b>	Comité régional des enseignantes pour la promotion de la scolarisation des filles
<b>COF</b>	Chargé(e) des opérations financières
<b>CODEC</b>	Collectif des directeurs d'école
<b>CRCIEF</b>	Cadre régional de coordination des interventions sur l'éducation des filles
<b>DPRE</b>	Direction de la planification et de la réforme de l'éducation
<b>DEMSG</b>	Direction de l'enseignement moyen et secondaire général
<b>DRTS</b>	Division de la Télévision scolaire
<b>EFA</b>	Écolefranco-arabe
<b>FAFS</b>	Fédération des associations féminines du Sénégal
<b>FAWE</b>	Forum des éducatricesafricaines

<b>FEMSA</b>	Projet d'éducation des filles en mathématiques
<b>FM</b>	Fréquence de modulation
<b>GIE</b>	Groupement d'intérêts économiques
<b>GPF</b>	Groupement de promotion féminine
<b>IA</b>	Inspection d'académie
<b>IDEN</b>	Inspection départementale de l'éducation nationale
<b>IEF</b>	Inspection de l'éducation et de la formation (a remplacé l'IDEN)
<b>IS</b>	Inspecteur /inspectrice de spécialité
<b>IVS</b>	Inspecteur/Inspectrice de vie scolaire
<b>OMD</b>	Objectifs du millénaire pour le développement
<b>PAEF</b>	Projet d'appui à l'éducation des filles
<b>PAQUET</b>	Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence
<b>PCR</b>	Président du conseil rural
<b>PDEF</b>	Programme décennal de l'éducation et de la formation
<b>PDRH</b>	Programme de développement des ressources humaines
<b>RTS</b>	Radio télévision du Sénégal
<b>SCOFI</b>	Scolarisation des filles
<b>SG</b>	Secrétaire général
<b>SNDES</b>	Stratégie nationale de développement économique et social
<b>SNEEG</b>	Stratégie nationale d'équité et d'égalité de genre
<b>TBS</b>	Taux brut de scolarisation
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour la

	science et la culture
<b>UVAG</b>	Unité de veille et d'alerte en genre
<b>VAD</b>	Visite à domicile

## Contenu

INTRODUCTION .....	5
LE PAEF .....	6
METHODOLOGIE DE L’EVALUATION .....	7
PRESENTATION DES RESULTATS DE L’EVALUATION FINALE DU PAEF .....	8
Le pilotage du projet dans les zones d’intervention .....	8
Les activités de formation .....	9
La place de la dimension genre dans la formation.....	9
Le renforcement des capacités des femmes et la promotion de l’éducation des filles.....	10
L’appui socio-pédagogique.....	11
Les cours de soutien .....	11
Le soutien financier des filles et la promotion de l’excellence.....	12
Equipement de la cible (kit scolaire et uniforme).....	12
Les activités de communication et leurs effets.....	12
Les activités de communication de masse .....	13
Le plan de communication de proximité .....	14
LES EFFETS DU PAEF SUR L’EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLARISES .....	15
Evolution des effectifs dans les écoles du PAEF.....	15
Evolution du redoublement dans les écoles expérimentales .....	17
Evolution des taux d’abandon féminin dans les écoles PAEF .....	18
Résultats aux examens du CFEE .....	19
LES LIMITES ET LES CONTRAINTES SOULEVEES .....	20
LEÇONS APPRISES A TRAVERS LE PROJET PAEF.....	20
RECOMMANDATIONS.....	21
CONCLUSIONS .....	23
ANNEXES .....	25

## INTRODUCTION

« **L'éducation est un droit universel**, sans distinction de sexe, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (article 26), la Convention relative aux droits de l'enfant (articles 23, 28, 29, et 40), la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (article 10), la Constitution du Sénégal (article 8, 21, 22), la Loi d'orientation 91- 22 modifiée et la Lettre de politique générale de l'éducation ». <sup>1</sup>

**Éduquer un garçon, c'est former un homme; éduquer une fille, c'est préparer une famille, un quartier, une communauté, tout un peuple.** L'éducation des filles est on ne peut plus cruciale dans la construction et le développement d'une nation. Certes, l'État du Sénégal a compris l'enjeu, mais la tâche est ardue au regard du statut de la femme dans la société et des pesanteurs socio-économiques et culturelles à la base de la sous-scolarisation des filles.

Pour juguler ces facteurs bloquant la scolarisation des filles et leur maintien à l'école des initiatives ont été entreprises. En 1995 déjà, à l'issue du Forum de Fatick, le Gouvernement du Sénégal a défini un plan d'action pour la scolarisation des filles et le projet Scolarisation des filles du MEN (SCOFI) balisait la voie, pour relever l'élargissement de l'accès des filles à l'école. À ce niveau, des progrès sensibles ont été enregistrés. Plusieurs actions ont été réalisées et ont permis au Sénégal d'obtenir de bons résultats.

En 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a reconnu l'éducation comme une priorité, en posant comme objectif pour 2015 l'Éducation Pour Tous (Forum mondial sur l'Éducation, Dakar 2000), avec un accent particulier sur l'équité et la parité de genre. Pour la matérialisation des nouvelles options mondiales sur l'éducation et de leurs enjeux pour le développement (...), le Gouvernement du Sénégal fortement engagé en faveur de l'équité des chances entre les hommes et les femmes en général, entre les garçons et les filles en particulier, a élaboré un document intitulé Stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre (SNEEG) à l'horizon 2015». <sup>2</sup>

« L'enjeu primaire de la SNEEG relatif à la valorisation de la femme et au renforcement de ses potentialités, a pour objet de promouvoir les attitudes et les pratiques favorables à l'équité et à l'égalité de reconnaissance, de traitement, de chances et de résultats envers les femmes et les hommes et plus particulièrement de renforcer, à côté de secteurs de l'éducation et de la santé, la position sociale et la capacité d'action des femmes ». <sup>3</sup>

Tout cela doit se faire à travers :

- ✓ l'égalité d'accès à l'éducation, de chance, de réussite et d'achèvement à tous les niveaux scolaires ;

---

<sup>1</sup> Ministère de l'éducation, Éducation des filles au Sénégal, Document de référence, MEEMSLN/DPRE/CCIEF, 2011

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Ministère de la femme, de la famille et du développement social, SNEEG, 2005.

- ✓ l'éradication du phénomène de l'analphabétisme ;
- ✓ la prise en compte des besoins différenciés des filles et des garçons, des femmes et des hommes dans le secteur de l'éducation.

En effet, les facteurs susmentionnés continuent par endroits d'être des obstacles à la poursuite normale de la scolarité des filles. C'est pour les lever que le gouvernement du Sénégal, en partenariat avec le gouvernement d'Italie, dans le cadre des accords bilatéraux entre les deux pays, a initié **le projet d'appui à l'éducation des filles (PAEF) qui vise à contribuer à une amélioration de la scolarisation des filles**. Le PAEF est un projet pilote qui appuie le Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles (CCIEF), structure mise en place par le Ministère de l'éducation nationale pour créer une synergie de tous les acteurs qui interviennent dans la promotion de l'éducation des filles. Le PAEF intervient dans 4 régions (la banlieue de Dakar, Louga, Diourbel et Fatick), couvre 80 écoles élémentaires publiques et concerne 20.000 filles, 600 enseignants, des associations de la société civile et des groupements de femmes engagés dans des actions de soutien à l'éducation des filles des établissements retenus. Lancé le 30 novembre 2010, le PAEF a bouclé deux années d'exécution.

## LE PAEF

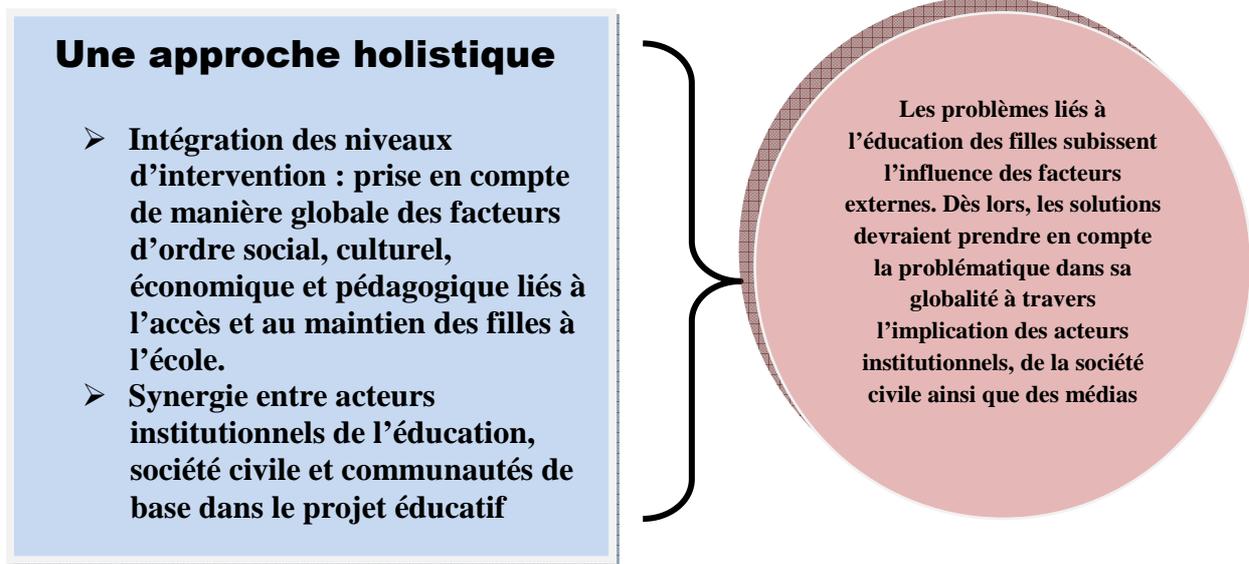
L'intervention a apporté un soutien au budget du Gouvernement sénégalais par l'intermédiaire d'un financement au Ministère de l'Education, pour la promotion de l'éducation primaire féminine (maintien et amélioration des performances). Le projet est organisé selon le schéma suivant :

- ✓ appui à la coordination nationale des interventions sur l'éducation des filles ;
- ✓ soutien aux acteurs institutionnels et à la société civile impliqués dans la scolarisation primaire ;
- ✓ soutien socio pédagogique aux élèves des écoles sélectionnées dans les quatre régions cibles Fatick, Diourbel, Dakar et Louga ;
- ✓ appui à la réalisation d'un plan de communication nationale et de proximité pour l'information et la sensibilisation sur les questions de genre reliées à la scolarisation. (Voir Cadre logique en annexe)

Dans son élaboration et dans sa mise en œuvre, le PAEF a innové une approche en matière de scolarisation et de maintien des filles à l'école. Le caractère novateur du projet tient à l'approche holistique qu'il a développée. Il s'agit d'une approche globale et intégrée qui prend en compte les différents facteurs d'ordre social, économique et culturel constituant des obstacles à l'éducation filles.

La démarche développée par le PAEF est une approche globale et communautaire autour de la cible principale, l'élève en général, la fille en particulier.

L'approche holistique, réalisée par Pr Babacar Fall dans « Essai de modélisation de l'expérience du projet d'appui à l'éducation des filles. Le modèle du PAEF ».



Aujourd'hui, le nouveau programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence (PAQUET) pour le secteur de l'Éducation et de la formation (2013-2025) insiste sur la politique Genre en soulignant que les disparités de genre sont toujours une réalité au Sénégal et en rappelant que le système éducatif au Sénégal (...) est marqué par des difficultés récurrentes.

En effet, « l'existence de zones de résistance qui freine l'évolution des TBS ; des taux d'abandon encore élevés, de rétention et d'achèvement toujours faibles, témoignent des déperditions scolaires importantes. [Cependant] Des politiques de promotion de l'éducation des filles ont été menées avec des résultats fort satisfaisants en témoignant une forte volonté politique appuyée par les efforts des partenaires techniques et financiers. »

C'est dans ce cadre que le PAQUET reconnaît le PAEF comme une bonne pratique à élargir au niveau national.

A travers ce rapport, il s'agit de procéder à une évaluation des activités réalisées et leurs effets produits sur les cibles à savoir comment les différents intrants du projet se traduisent par un meilleur accès des filles à l'école, la diminution des redoublements et des abandons scolaires.

## **METHODOLOGIE DE L'EVALUATION**

Ce rapport de synthèse est extrait de l'évaluation finale externe dont les résultats sont obtenus grâce à une analyse à la fois qualitative et quantitative. Cette évaluation a pour but de faire le bilan des effets du projet sur les cibles, de visualiser les bonnes pratiques prometteuses et de faire des recommandations afin de créer un cadre de référence dans

la perspective d'une extension horizontale (élargir l'expérience à d'autres écoles) et / ou verticale (proposer un modèle PAEF pour le moyen / secondaire).

La méthodologie est basée sur l'exploitation des enquêtes de terrain et des entretiens réalisés avec des acteurs directs chargés de la gestion du projet, des bénéficiaires et d'autres parties prenantes du projet. La méthode de collecte a fait usage d'une palette d'instruments alliant le questionnaire, le guide d'entretien et la grille d'observation.

**Récapitulatif des enquêtés dans les écoles ciblées avec une répartition des enquêté(e)s par sexe :  
F= 80% ; H=20 %**

IA	IEF	Cibles								
		Directeur	Enseignant(e)	Encadreur	Cellule genre	Bénéficiaire financée	Focus Groupe Elèves	Parent Bénéficiaire	Directeur, Principal(e)	Anciens Bénéficiaire
DK	Ruf. 2	2	12	6	2	2	60	8	4	10
	Plles Ass.	2	12	5	1	2	40	2	1	4
DL	Bambey	2	21	6	2	2	20	7	5	4
	Mbacké	2	12	3	1	2	15	5	3	2
FT	Fndgne	2	20	6	1	2	20	2	4	2
	Gossas	2	22	6	2	2	25	8	5	4
LG	Linguère	2	2	2	2	2	42	2	2	2
	Kébémér	2	2	2	2	2	40	2	1	2
TOTAL		16	103	36	13	16	262	38	25	30

## PRESENTATION DES RESULTATS DE L'EVALUATION FINALE DU PAEF

### Le pilotage du projet dans les zones d'intervention

Le contexte d'opérationnalisation du PAEF est le CCIEF (Cadre de coordination des interventions sur l'éducation des filles). La mise en place de cette structure répond à une préoccupation de l'État visant à rendre plus efficaces les actions orientées vers l'éducation des filles et à créer une synergie de l'action des pouvoirs publics (État, collectivités locales) et des organisations de la société civile intervenant dans ce secteur. Le CCIEF a des démembrements dans toutes les régions et dans tous les départements. Il est le bras technique de la DPRE pour les questions liées au genre.

Il ressort des résultats d'enquêtes, notamment l'exploitation des guides d'entretien avec les points focaux du PAEF, les responsables des structures déconcentrées de l'éducation (IEF et Inspections d'académie), les responsables des organisations de la société civile que le CCIEF a efficacement joué ce rôle d'opérationnalisation du PAEF. En effet, il a été constaté une responsabilisation des acteurs des structures déconcentrées de l'éducation et des membres des organisations de la société civile et de l'école dans la mise en œuvre des différentes activités du projet. Les plans d'action ont été élaborés selon une

démarche participative et inclusive. Les rôles et responsabilités de chaque acteur ont été identifiés.

L'approche par la contractualisation (une stratégie de *faire-faire* qui consiste à responsabiliser les acteurs de la société civile dans l'exécution de certaines activités du projet) a assuré la mise en place d'un dispositif de contrôle et d'autocontrôle permettant un meilleur suivi des activités. Des outils ont été élaborés afin de faciliter l'exécution des tâches planifiées en donnant également des gages de bonne gouvernance.

### Les activités de formation

La formation a occupé une bonne place dans les activités du projet tant au niveau central qu'au niveau déconcentré. L'objectif de la formation est de renforcer les capacités des acteurs et des actrices qui interviennent dans le projet.

#### Récapitulatif des formations réalisées

Activités déroulées	Résultats prévus	Résultat obtenus	Initiatives positives prises
Formation en approche genre	Renforcer les capacités des enseignants (tes) et des inspecteurs (trices) des écoles PAEF en approche genre	Enseignants (tes) et corps de contrôle des écoles PAEF formés en approche genre et bien outillés pour la prise en compte de l'approche dans l'exécution des cours.	Favoriser la démultiplication de la formation au niveau des équipes pédagogiques et des cellules d'animation pédagogiques (élaboration d'outils et identification de stratégies.)
Formation en mobilisation sociale	Renforcer les capacités des enseignants et enseignantes en techniques de mobilisations sociale et de plaidoyer pour une meilleure prise en charge de l'Education des filles.	1. Les enseignants (tes) des écoles PAEF formé(e)s en techniques de mobilisations sociale et de plaidoyer 2- Des outils élaborés et appropriés par les cibles. 3- Un document de contrat d'objectif disponible et adopté par la cible	
Pédagogie de soutien	Renforcer les capacités des enseignants et enseignantes en pédagogie de soutien	Enseignants (tes) des écoles PAEF formés en pédagogie de soutien et pédagogie différencié	
Compétences de vie courante	Renforcer les capacités des enseignants et enseignantes en compétences de vie courante	Enseignants et enseignantes formés en compétences de vie courante	

Le seul problème qui est ressorti du volet formation a été la courte durée des modules.

### La place de la dimension genre dans la formation

Dans toutes les écoles enquêtées, le genre a occupé une place importante dans le plan de formation. En effet, l'espace scolaire est traversé par des préjugés de genre de toutes sortes. Ces préjugés sont véhiculés par les manuels scolaires et d'autres supports qui confinent les filles dans des schémas stéréotypés sexistes. Ils sont reproduits de façon consciente ou inconsciente par les enseignants(tes) et constituent des facteurs d'absentéisme et de déperdition scolaire. Ils ont des répercussions négatives sur les performances des filles. Les enseignants(tes) sont très conscients(tes) de la prise en

compte du genre comme facteur de qualité dans les enseignements-apprentissages mais certains d'entre eux n'accordent pas encore toute l'attention requise aux stéréotypes véhiculés dans les manuels et autres supports qu'ils utilisent dans leurs activités d'enseignement –apprentissage. **Ceci appelle une révision des manuels supports telle qu'initialement envisagée par le projet.**

Il ressort des enquêtes réalisées dans le cadre de cette étude que le PAEF a contribué à des changements positifs qui commencent à être notés :

- ✓ La répartition discriminatoire des tâches entre filles et garçons a disparu,
- ✓ Les filles victimes des violences dans le passé sont devenues des participantes actives, engagées lors des campagnes de sensibilisation,
- ✓ Les "cases du genre", le "Penc<sup>4</sup> genre", les unités de veille et d'alerte en genre (UVAG) et les cellules d'action de veille et d'alerte en genre (CAVAG) qui sont des structures de dialogue et de partage entre pairs sur la question du genre ont été créés dans les écoles PAEF.

D'ores et déjà, dans certaines localités les enquêtes ont révélé des initiatives prises par des enseignant(es) comme la démultiplication de la formation en genre lors des cellules pédagogiques (élaboration d'outils et identification de stratégies). Du reste, dans les écoles PAEF, des outils de suivi du genre ont été conçus et mis à la disposition des équipes pédagogiques.

La prise en compte de la dimension genre a aussi été fondamentale dans la lutte contre les violences en milieu scolaire : l'importance du phénomène a amené le CCIEF à réaliser dans le cadre du PAEF le document relatif aux « Interventions sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire : état des lieux », en mars 2012.

### **Le renforcement des capacités des femmes et la promotion de l'éducation des filles**

La complexité de la problématique de l'éducation des filles a révélé la nécessité d'articuler les niveaux d'intervention et d'impliquer les communautés par des activités spécifiques permettant leur participation au projet éducatif. Confrontées à des difficultés économiques qui les obligent à faire un choix entre les garçons et les filles, les familles pauvres décident le plus souvent d'envoyer ceux-là à l'école. L'offre d'un soutien financier aux associations de mères d'élèves dont les filles sont scolarisées est une opportunité pour renforcer leurs capacités financières et lutter contre la pauvreté et la précarité des ménages, un des facteurs d'abandons et d'échecs scolaires.

La stratégie de renforcement des capacités des femmes a consisté à octroyer des financements aux associations féminines mères d'élèves (une AME par école) dans l'optique de promouvoir le développement d'activités génératrices de revenus avec l'engagement de verser une partie des bénéfices générés au comité de gestion de l'école.

Au total, cette stratégie a été une réussite : sur les 78 AME élues 75 ont atteint le seuil des résultats attendus, c'est-à-dire réaliser des bénéfices dont une partie est reversée à l'école.

Pour les 3 AME à problèmes, les autorités font le suivi pour les réorganiser ou les relancer.

---

<sup>4</sup> Le Penc est une assemblée sous le format d'un forum

**Le renforcement des capacités des femmes à travers des activités génératrices de revenus en faveur de l'éducation des filles a montré que la participation communautaire contribue à augmenter les effectifs de filles et à améliorer la qualité de l'éducation pour les filles comme pour les garçons.**

Les activités génératrices de revenus ont permis aux femmes d'avoir plus de ressources pour subvenir aux besoins de leurs filles. Les femmes ont révélé lors des entretiens ne plus être confinées dans l'espace privé en s'adonnant exclusivement aux traditionnelles tâches domestiques. Leur engagement leur confère un statut social plus valorisant au sein de la communauté.

Au niveau des écoles, les bénéfices reversés au comité de gestion ont permis de réhabiliter, entre autres, les toilettes des filles à l'école. Dans d'autres écoles, cet argent a servi à réparer des tables-bancs et à subventionner la cantine scolaire.

Les femmes ont souhaité la pérennisation des activités génératrices de revenus et, à cet effet, des synergies avec d'autres projets de la Coopération Italienne au Sénégal pour le financement des groupements des femmes sont en cours d'évaluation.

Toutefois des problèmes n'ont pas manqué, des associations ont connu de faibles bénéfices. Il a fallu du temps pour que les membres des associations s'approprient réellement des outils de gestion. Par ailleurs, des activités mal documentées parce que n'ayant pas fait l'objet d'études de faisabilité ont échoué.

## **L'appui socio-pédagogique**

### **Les cours de soutien**

Dans le souci d'accroître les performances scolaires des élèves, des prestations de soutien pédagogique ont été servies aux élèves nécessiteuses. Ce soutien a revêtu deux à trois formats : le cours de renforcement, l'accompagnement des élèves et le tutorat. Le renforcement pédagogique a visé les disciplines instrumentales que sont le français et les mathématiques. En tant que langue étrangère et seconde pour la plupart des enfants sénégalais, le français est pourtant la langue d'enseignement à tous les niveaux du système éducatif.<sup>5</sup> Ce statut lui confère un rôle très important : une bonne maîtrise de la langue d'enseignement favorise l'apprentissage des autres disciplines.

Les enseignant(te)s, qui ont eu à dispenser ces cours, ont bénéficié d'une formation en **pédagogie différenciée** qui part du constat qu'une classe n'est pas une entité homogène [surtout où les effectifs sont pléthoriques] et l'enseignant(e) doit adapter sa pratique de classe en tenant compte des spécificités des élèves.

Etant mesurés à partir des tests de positionnement, les progrès des élèves sont objectivement évaluables dans les fiches d'évaluation mensuelle régulièrement remontées aux IEF. Il ressort de l'exploitation des fiches d'évaluation de ces cours que des performances ont été notées chez les filles bénéficiaires. Ces soutiens ont contribué à leur redonner une plus grande confiance.

Compte tenu des effets bénéfiques de cette pratique, il a été donné comme recommandation aux équipes pédagogiques de travailler avec les CGE des écoles pour étudier les modalités d'une pérennisation de cette initiative.

---

<sup>5</sup> Des langues nationales sont phase d'expérimentation dans quelques écoles.

### Le soutien financier des filles et la promotion de l'excellence

Le soutien socio pédagogique développé dans le cadre du PAEF, dans son volet social, a culminé avec l'allocation de bourses annuelles de 30 000 FCFA aux élèves les plus méritantes des écoles expérimentales. Elles ont renforcé l'allègement des charges des parents qui se trouvent dans l'obligation de subvenir aux besoins de leurs enfants. Toutefois, les élèves, qui ont répondu à des critères d'excellence scolaire, semblent très minimes par rapport au nombre d'élèves qui, du fait de leur origine sociale ou des catégories socio professionnelles de leurs parents, en auraient besoin.

L'usage qui a été fait des bourses varie selon les régions et les parents des enfants bénéficiaires (achat de fournitures scolaires, amélioration des conditions de travail à domicile etc.).

### Equiperment de la cible (kit scolaire et uniforme)

Le projet a effectivement doté les élèves, filles et garçons de ses écoles d'application de kits scolaires. Sans être exhaustif par rapport au besoin en fournitures scolaires des élèves, ces kits ont contribué significativement à l'amélioration des conditions d'enseignement-apprentissage en classe. Il faut souligner que les enquêtes ont révélé un taux de couverture de 100%. Le projet prévoyait la confection de 20 000 uniformes pour les filles, finalement 40 000 uniformes ont été confectionnés en 2012 et 40 000 en 2013 soit un total de 80 000 uniformes à tous les élèves, filles et garçons. Généralement portés par les enfants des écoles privées, les uniformes ont représenté le symbole du nouveau projet en augmentant la visibilité de celui-ci. Quelque initiative pour prolonger voire perpétuer le port de l'uniforme à l'école publique a été proposée y compris la requête de certaines associations féminines qui demandent l'acquisition du marché des uniformes car estiment-elles, en plus de la diversification des leurs activités, leur chiffre d'affaires en serait accru et subséquemment leurs bénéfices générés contribueraient aux appuis pour le développement de leur école.

### Les activités de communication et leurs effets

Le plan de communication est une importante composante du projet. Dans sa mise en œuvre, le PAEF a développé une approche de communication fondée sur l'implication des communautés à travers la communication de masse, la mobilisation sociale et la communication interpersonnelle. Cette démarche participative a pour finalité la promotion de l'éducation des filles.

Le modèle d'intervention de communication est basé sur différentes stratégies recommandées par l'étude socio-anthropologique *l'Enquête de milieu sur les facteurs explicatifs de non maintien des filles à l'école (Fatick, Diourbel, Louga, Dakar)*<sup>6</sup>. Cette étude, sous tendue par une approche genre, a conduit à identifier les causes spécifiques qui constituent des obstacles à l'éducation des filles (pauvreté, disponibilité de l'offre, facteurs religieux, ethniques, culturels...) de chaque zone ainsi que la perception de l'utilité de l'école.

---

<sup>6</sup> Faye S. et al., Op. cit, Août 2011,

## Les activités de communication de masse

Les activités de communication de masse sont constituées par les émissions radiophoniques et télévisées, les affiches, les caravanes de sensibilisation et les fora. A cela s'ajoutent les fresques murales portant sur les thèmes relatifs entre autres au droit des filles à l'éducation.

### Niveau national

La campagne de communication de masse au niveau national comprend trois activités principales : diffusion de spots radio et tv, diffusion d'affiches murales et campagne d'affichage grand format.

Télévision	RTS	Sketch parents	Ouolof	8
		Sketch jeunes filles	Français	8
		Sketch jeunes filles	Ouolof	8
Radio	RTS	Sketch jeunes filles	Français	12
		Sketch jeunes filles	Ouolof	12
	RFM	Sketch jeunes filles	Ouolof	8
		Sketch jeunes filles	Français	8
	SUD FM	Sketch jeunes filles	Ouolof	10
		Sketch jeunes filles	Français	9
		Panel radio		1

La PAEF a produit 800 affiches murales, 2000 tee-shirts, 500 sceaux, 800 stylos et 1800 cahiers. Ces outils ont été acheminés dans les régions d'intervention du projet et sont diffusées dans les écoles et les lieux publics.

### Niveau régional

Types de communication	DK	LG	DL	FT	Cibles	Résultats obtenus	Points forts	Points faibles
<b>Emission radio</b>	10	16	12	12	Populations de la zone PAEF	Les populations sont informées et sensibilisées sur le PAEF	Diffusion aux heures appropriées	La non implication systématique des télévisions avec des débats et des téléfilms, etc.
<b>Caravanes</b>	0	17	5	9	Populations des itinéraires suivis	Les populations concernées sont informées du PAEF	Forte mobilisation Participation remarquable des chefs religieux et des groupements de promotion féminine	

<b>Forum</b>	5	4	5	4	Populations Leaders communaut aires	Les populations sont informées des problèmes liés à l'éducation des filles	Grand intérêt des populations	

### Le plan de communication de proximité

Le plan de communication est également basé sur la communication interpersonnelle grâce à des activités de proximité faites de visites à domicile (VAD) et de causeries de groupes destinées à promouvoir un plaidoyer auprès des communautés, des autorités religieuses et coutumières et des collectivités locales.

Types de communication	IA				Cible	Résultats obtenus	Points forts	Points faibles
	DK	LG	DL	FK				
<b>Visites à domicile</b>	5000	2500	1984	1200	Populations, familles bénéficiaires	Les populations sont informées et sensibilisées des enjeux et de l'importance du PAEF.	L'information passe mieux.  Favorise le face à face avec la cible  participation des hommes	Horaires des activités à négocier avec populations  Irrégularité des activités
<b>Causeries</b>	750	500	397	270	Populations	Les populations sont informées des problèmes liés à l'éducation des filles. Les causeries se poursuivent	Les cibles peuvent échanger sur leurs problèmes dans l'intimité et recevoir de l'aide personnalisée. Propositions de solutions venant des populations	

Source : Rapports points focaux et enquêtes – février 2013

**La forte implication des femmes dans ces activités de communication a participé à lever beaucoup de résistances. Dans les zones enquêtées, les responsables du projet se sont appuyés sur les leaders religieux et politiques.**

La communication entre les pair(e)s, chez les parents(tes), a aussi eu un impact positif.

Dans toutes les zones enquêtées, des VAD ont été organisées, les relais ont été choisis(es) au sein des communautés afin de faciliter leur intégration dans le milieu et leur acceptation par la population. Ceux-ci / celles-ci, au nombre de 400, ont bénéficié d'une formation en techniques de communication pour le changement de comportement ainsi que sur les messages pour la promotion du maintien des filles à l'école.

L'évaluation du volet communication montre un taux de réalisation de 80 à 100%. Ces performances sont certainement dues à la stratégie du faire-faire et à la procédure de paiement après service fait.

Cependant, ces taux de réalisation masquent de façon générale un décalage dans la mise en œuvre du plan de communication global car les sessions de formation n'ont été faites qu'en décembre et leur réinvestissement au premier trimestre de l'an 2013. Or, cette formation en communication aurait du faire partie des premiers jalons du projet. La remise de supports publicitaires du PAEF (tee-shirt, porte-clés, foulard,...) à l'issue de ces rencontres d'échanges ont manqué pour sceller l'adhésion des participants(tes).

## LES EFFETS DU PAEF SUR L'EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLARISES

### Evolution des effectifs dans les écoles du PAEF

IA	IEF	2010			2011			2012		
		TOT	FIL	%FIL	TOT	FIL	%FIL	TOT	FIL	%FIL
DK	Guédiawaye	1939	1033	53,27%	1960	1027	52,40%	2012	643	31,96%
	Pikine	1740	850	48,85%	1695	820	48,38%	1646	808	49,09%
	PA	2280	1151	50,48%	2360	1253	53,09%	2373	1199	50,53%
	Thiaroye	2598	1314	50,58%	2656	1330	50,08%	2220	1141	51,40%
	Rufisque commune	1462	764	52,26%	1460	781	53,49%	1477	772	52,27%
	Rufisque département	2151	1122	52,16%	2248	1161	51,65%	2388	1237	51,80%
IA Dakar		<b>12170</b>	<b>4521</b>	37,15%	<b>12379</b>	<b>4755</b>	38,41%	<b>12116</b>	<b>5800</b>	47,87 %
FT	Fatick	4820	2486	51,58%	4947	2505	50,64%	4524	2307	50,99%
	Foundiougne	3976	1947	48,97%	3394	1695	49,94%	3246	1583	48,77%
	Gossas	2457	1287	52,38%	2376	1227	51,64%	2331	1187	50,92%
IA FATICK		<b>11253</b>	<b>5720</b>	50,83%	<b>10717</b>	<b>5427</b>	50,64%	10101	5077	50,26 %
LG	Kébémér	1572	791	50,32%	1611	800	49,66%	1658	844	50,90%
	Louga	3076	1572	51,11%	2781	1455	52,32%	2815	1985	70,52%
	Linguère	1818	930	51,16%	1887	991	52,52%	2035	1070	52,58%
IA LOUGA		<b>6466</b>	<b>3293</b>	50,93%	<b>6279</b>	<b>3246</b>	51,70%	<b>6508</b>	<b>3899</b>	59,91 %
DL	Diourbel	2116	1141	53,92%	2062	1150	55,77%	2231	1273	57,06%
	Bambey	2210	1120	50,68%	2233	1162	52,04%	1810	895	49,45%
	Mbacké	1582	962	60,81%	1653	1008	60,98%	1894	1156	61,03%
IA Diourbel		5908	3223	54,55%	<b>5948</b>	<b>3320</b>	55,82%	<b>5935</b>	<b>3324</b>	56,01 %
<b>PAEF</b>		<b>35797</b>	<b>16757</b>	46,81%	<b>35323</b>	<b>16748</b>	47,41%	<b>34660</b>	<b>18100</b>	57 %

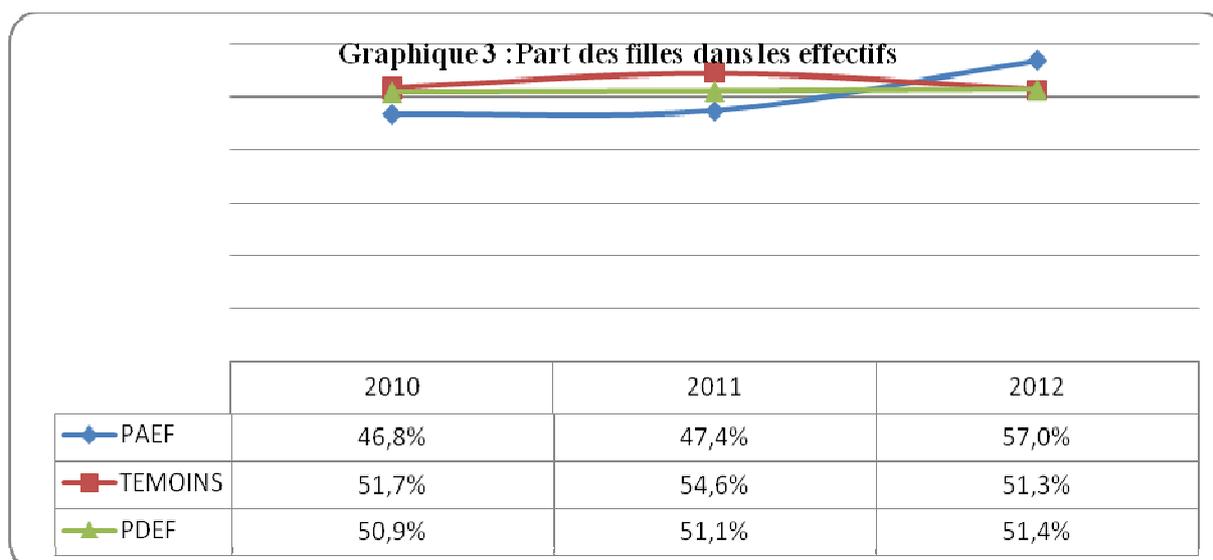
Source : fichiers statistiques de 2010-2011-2012, BSS/DPRE-mars 2013

L'évolution des effectifs des élèves des écoles appuyées par le PAEF suit une courbe ascendante avec une inclinaison de + 9,6% sur les deux ans. Seule l'académie de Fatick a

connu une baisse continue (-0,19 en l'an1 puis -0,38 en l'an 2) durant la mise en œuvre. Bien qu'elle soit négative, cette contreperformance des écoles PAEF de Fatick est moindre que celle relevée par les statistiques nationales sur l'ensemble de la région pour la période 2010-2012. Les enquêtes ont fait ressortir que cette baisse est causée par plusieurs facteurs, notamment la migration liée au nomadisme chez les Peuls outre que des cas d'abandons : vers 12 ans et 14 ans, certaines filles abandonnent pour aller travailler comme domestiques en ville ou bien elles sont données en mariage par les parents.

Dakar dont la part des filles dans les effectifs était la plus modeste (37,2%) a connu une forte croissance de 10,6%.

Choisies avec des scores relativement modestes de la part des filles dans les effectifs scolarisés, les écoles PAEF ont pu, avec une croissance continue, se rapprocher des proportions de filles dans les effectifs globaux au niveau national et des écoles témoins<sup>7</sup>, puis, en 2012, les dépasser en affichant 57,0% contre 51,4% dans l'enseignement élémentaire.



La proportion des filles dans les écoles choisies par le PAEF était en 2010 de 46,81% alors que celle nationale s'élevait à 50,9%. En 2012, le pourcentage de filles dans la zone PAEF s'élève à **57% contre 51,4% sur le plan national**. Les **écoles témoins**, quant à elles, affichent pour la même période, une variation de 51,72% (2010) à 54,6% (2011) puis **51,34%** (2012) soit une décroissance de **-0,38%**.

<sup>7</sup> Les écoles « témoins » sont des établissements situés dans la même zone géographique que les écoles expérimentales. Elles ont la particularité de ne pas accueillir un projet similaire à celui du PAEF.

## Evolution du redoublement dans les écoles expérimentales

IA	IEF	Taux de redoublement 2010 (fille)	Taux de redoublement 2011(fille)
DK	Guédiawaye	6,10%	3,31%
	Pikine	3,18%	3,41%
	Parcelles Assainies	0,87%	2,31%
	Thiaroye	4,11%	2,56%
	Rufisque commune	11,39%	5,63%
	Rufisque département	7,49%	5,9%
<b>IA Dakar</b>		<b>5,21 %</b>	<b>3,65%</b>
FT	Fatick	1,65%	2,12%
	Foundiougne	2,52%	3,60%
	Gossas	3,19%	3,50%
<b>IA FATICK</b>		<b>3,82 %</b>	<b>2,29%</b>
LG	Kébémér	0,00%	1,88%
	Louga	3,05%	3,85%
	Linguère	6,88%	3,33%
<b>IA LOUGA</b>		<b>4,52 %</b>	<b>3,40%</b>
DL	Diourbel	2,72%	6,70%
	Bambey	5,63%	1,98%
	Mbacké	2,60%	1,98%
<b>IA Diourbel</b>		<b>0,90%</b>	<b>3,69%</b>
PAEF	(fille)	<b>4,10%</b>	<b>3,18%</b>
PEDF	(fille)	<b>3,0%</b>	<b>3,5%</b>

Source : cubes BSS/DPRE - mars 2013

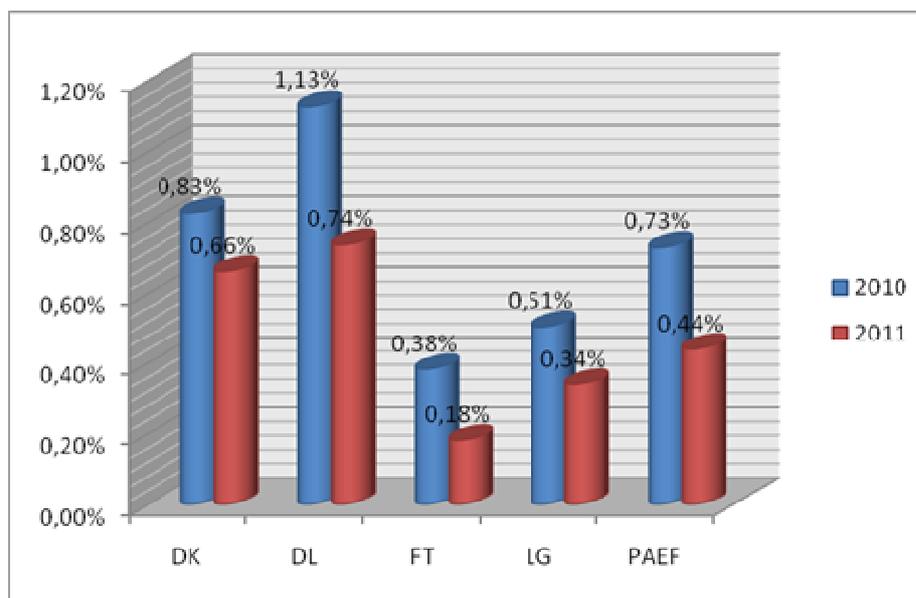
Le redoublement est un des indicateurs ciblés par le PAEF qui vise sa réduction sensible ; les écoles bénéficiaires ont faiblement fait régresser les pourcentages de redoublement des filles de 0,29% en 2010 à 0,25% en 2011 puis à 0,13% en 2012<sup>8</sup>. Chez les écoles témoins, le pourcentage de redoublement des filles a effectivement baissé plus vite de 2010 à 2012 en passant de 4,98 à 2% mais n'a pas pu atteindre les performances des écoles PAEF prises dans l'ensemble (0,13%).

Par contre le taux de redoublement qui est un des indicateurs d'efficacité interne, a baissé de 4,10 (en 2010) à 3,18% (en 2011) soit **moins** 0,92%<sup>9</sup>. A titre comparatif, le niveau national affichait pour la même période 3,00% (en 2010) et 3,50% (en 2011). Tout en se maintenant dans les normes - taux de redoublement inférieur à 5% - la zone PAEF, a commencé une baisse du taux de redoublement alors même que le niveau national connaît une tendance à la hausse durant la période considérée.

<sup>8</sup> Les rapports publiés par la DPRE ne permettent pas de connaître les taux de rendement de 2012 donc du taux d'abandon ou de redoublement de cette même année.

<sup>9</sup> Les rapports publiés par la DPRE ne permettent pas de connaître les taux de rendement de 2012 donc du taux d'abandon ou de redoublement de cette même année.

## Evolution des taux d'abandon féminin dans les écoles PAEF



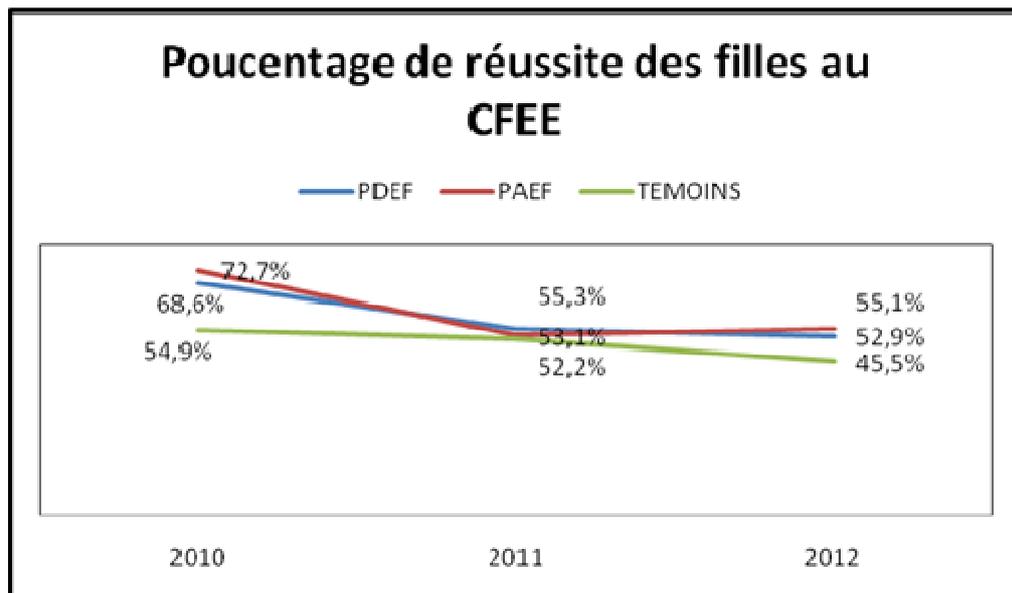
Source : Rapports points focaux – mars 2013

Dans chacune des quatre académies, au lancement du projet, le taux d'abandon des filles dans les écoles PAEF était déjà inférieur à celui du niveau national (08,9%). Néanmoins, les résultats visés par le projet avaient pour ambition de baisser ce taux. Après un an d'exercice<sup>10</sup>, les données révèlent une amélioration dans le maintien des filles à l'école : le taux d'abandon est passé de 0,73 à 0,44%. Il reste relativement élevé dans les académies de Diourbel et de Dakar (respectivement 0,77 et 0,66%). Si à Diourbel les motifs d'abandon ne nous ont pas été spécifiés, il pourrait s'agir, dans le cas de l'académie de Dakar, davantage de transfert que d'abandon proprement dit. En effet, dans les zones inondées de la banlieue, comme à Thiaroye, les mouvements de populations emportent les enfants qui sont obligé(e)s de suivre leurs parents vers d'autres lieux d'habitation plus cléments sans que cela ne soit à proprement parler d'abandon scolaire<sup>11</sup>. Ces mouvements peuvent aussi être causés par l'assainissement et le réaménagement des espaces habitables comme à Rufisque département (cas de Niacoulrab), zone d'extension de la capitale.

<sup>10</sup> Le taux d'abandon se calculant par rapport aux effectifs de l'année passée et ne disposant pas encore de statistiques de 2013, nous nous sommes résolus à nous en tenir aux abandons relatifs à 2011. La campagne statistique de 2013 permettrait de calculer les taux d'abandon de 2012

<sup>11</sup> En remplissant les fiches d'enquête certains directeurs ont mis dans « *abandon* », toute élève qui suit ses parents (alors que ceux-ci peuvent être des fonctionnaires muté(e)s, une famille qui déménage à cause des inondations.)

## Résultats aux examens du CFEE



Les pourcentages de réussite au CFEE ont chuté au niveau national en 2011. Mais, les écoles PAEF ont connu une pente ascendante contrairement aux écoles témoins et d'une façon générale le niveau national où la chute continue. En somme, la zone PAEF, bien qu'entraînée dans la baisse globale des résultats au CFEE, a été plus performante que les écoles témoins et le niveau national au terme de l'année scolaire 2012 (55,1% contre respectivement 45,5 et 52,9%).

IA	IEF	2010				2011				2012			
		ADM	FIL	%FIL <sup>12</sup>	parité	ADM	FIL	%FIL	parité	ADM	FIL	%FIL	parité
	Guédiawaye	183	94	51,37%	1,06	173	87	50,29%	1,01	248	155	62,50%	1,67
DK	Pikine	84	48	57,14%	1,33	73	43	58,90%	1,43	189	88	46,56%	0,87
	Par. Asn.	199	92	46,23%	0,86	145	80	55,17%	1,23	315	180	57,14%	1,33
	Thiaroye	163	90	55,21%	1,23	112	59	52,68%	1,11	237	135	56,96%	1,32
	Rufisque com.	266	155	58,27%	1,40	87	49	56,32%	1,29	138	74	53,62%	1,16
	Rufisque dpt	151	83	54,97%	1,22	96	46	47,92%	0,92	185	97		
<b>IA DAKAR</b>		<b>863</b>	<b>468</b>	<b>54,23%</b>	<b>1,18</b>	<b>513</b>	<b>277</b>	<b>54,00%</b>	<b>1,17</b>	<b>1 064</b>	<b>574</b>	<b>53,62%</b>	<b>1,09</b>
FT	Fatick	574	322	56,10%	1,28	447	237	53,02%	1,13	666	350	52,55%	1,11
	Foundiougne	444	223	50,23%	1,01	328	157	47,87%	0,92	546	274	50,18%	1,01
	Gossas	263	143			142	61			265	146		
<b>IA FATICK</b>		<b>1 281</b>	<b>688</b>	<b>53,71%</b>	<b>1,16</b>	<b>917</b>	<b>455</b>	<b>49,62%</b>	<b>0,98</b>	<b>1 477</b>	<b>770</b>	<b>52,13%</b>	<b>1,09</b>

<sup>12</sup> %Filles a été calculé à partir des effectifs de filles présentes.

IA	IEF	2010				2011				2012			
		ADM	FIL	%FIL <sup>12</sup>	parité	ADM	FIL	%FIL	parité	ADM	FIL	%FIL	parité
LG	Kébémér	169	107	63,31%	1,73	177	92	51,98%	1,08	175	83	47,43%	0,90
	Louga	353	172	48,73%	0,95	224	108	48,21%	0,93	332	167	50,30%	1,01
	Linguère	144	71	49,31%	0,97	110	46			227	119		
<b>IA LOUGA</b>		666	350	52,55%	1,11	511	246	48,14%	0,93	734	369	50,27%	1,01
DL	Diourbel	186	90	48,39%	0,94	114	63	55,26%	1,24	216	110	50,92%	1,04
	Bambey	158	82	51,90%	1,08	121	67	55,37%	1,24	156	87	55,77%	1,26
	Mbacké	87	51	58,62%	1,42	62	40			115	66		
<b>IA DIOURBEL</b>		431	223	51,74%	1,07	297	170	57,24%	1,34	487	263	54,00%	1,17
<b>PAEF</b>		3 241	1 729	53,35%	1,14	2 238	1 148	51,30%	1,05	3 762	1 976	52,53%	1,11

Source : Fichiers DEXCO\_2010\_2011\_2012-mars 2013

Durant la mise en œuvre du PAEF, la parité fille-garçons dans les effectifs admis au CFEE, a tout simplement fluctué dans une faible amplitude : en l'année de base 2010 de 1,1% à 1,0% en 2011 puis 1,1% en 2012.

### LES LIMITES ET LES CONTRAINTES SOULEVEES

- ✓ Temps d'implémentation : deux ans constituent une période très courte pour permettre l'implémentation des activités, l'évaluation de l'impact et la capitalisation des résultats
- ✓ Quelques faiblesses relatives à la communication interne sur les tâches de gestion et les activités de terrain (délais très courts)
- ✓ Retards dans la mise en œuvre du plan de communication.
- ✓ Retards dans le démarrage des activités génératrices de revenus à cause des contraintes dans le financement
- ✓ L'absence ou la faiblesse de l'impact direct des investissements des groupements des femmes dans certaines écoles
- ✓ L'arrivée de personnel enseignant non encore initié à l'approche genre et à la vision du PAEF
- ✓ Au demeurant, des malentendus n'ont pas manqué de jaillir ici et là, consécutifs au manque de délimitation des prérogatives des uns et des autres, surtout au démarrage du projet.

### LEÇONS APPRISSES A TRAVERS LE PROJET PAEF

- ✓ Un projet éducatif porté par la communauté
- ✓ Le PAEF, catalyseur du CCIEF. Grâce à son approche holistique, participative et inclusive, le PAEF a permis au CCIEF d'exister « concrètement » par son implication dans l'élaboration des plans d'actions et dans leur réalisation.

- ✓ Un intrant de qualité. Grâce au paquet de services mis à la disposition des filles et l'apport positif de la communauté, le PAEF est un intrant de qualité dans le système éducatif.
- ✓ L'approche genre, un levier pour la conscience de soi
- ✓ La communication interpersonnelle, gage de réussite
- ✓ La contribution des AME au fonctionnement des écoles

## RECOMMANDATIONS

### 1/Elargir l'expérience du PAEF aux autres écoles et l'étendre à l'enseignement moyen

Le modèle PAEF a eu un impact positif sur la perception des populations de l'école. Les écoles expérimentales ont été **fortement sollicitées par les parents qui souhaitent y inscrire leurs enfants**. Le PAEF a montré la nécessité d'articuler les niveaux d'intervention en agissant de manière holistique sur les facteurs sociaux, économiques et pédagogiques qui entravent l'accès et le maintien des filles à l'école.

**L'extension du projet dans le cycle moyen se justifie par le fait que les filles des collèges sont davantage exposées au phénomène d'abandon.** En réalité, au niveau de l'enseignement élémentaire, les indicateurs révèlent que l'accès est globalement élevé même si des efforts doivent se poursuivre dans les régions du Sud où les taux de recrutement au CI en 2012<sup>13</sup> sont inférieurs à la moyenne nationale : 47,8% à Sédhiou, 48,7% à Kédougou, 47,0% à Ziguinchor et 49.0% à Kolda.

Cependant, dans l'enseignement moyen, seule la moitié de la population scolarisable fréquente les collèges (53,2 % en 2011). Qui plus est, la scolarisation est en faveur des garçons avec une différence de près de 1,5 point en classe de 6<sup>ème</sup> et 4,3 en classe de 3<sup>ème</sup>.

L'achèvement demeure également un défi. En effet, les taux d'abandon sont encore élevés dans les classes du 6<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> atteignant respectivement 5,7%, 3,2% et 2,3%. **Entre 12 ans et 16 ans, beaucoup de filles voient leur scolarité entravée par les mariages et les grossesses précoces.** D'autres sont contraintes par des parents démunis à abandonner l'école pour **chercher du travail** afin de subvenir aux besoins de la famille, d'où la nécessité de promouvoir des mesures incitatives en faveur du maintien des filles.

Du reste, le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET)<sup>14</sup> suggère, parmi les priorités, la mise en place d'un réseau d'établissements du cycle fondamental assurant une continuité éducative de 10 ans à tous les enfants de 7-16 ans dans une approche holistique, diversifiée, inclusive et intégrée de l'éducation de base.

**Le PAEF pourrait donc représenter un dispositif d'accompagnement du PAQUET** qui en conformité avec la SNEEG, a retenu la prise en compte de la dimension genre à travers l'accès, la **qualité** et le **pilotage**<sup>15</sup>:

### *Stratégie d'amélioration de l'accès à une éducation inclusive*

*Il a été retenu de :*

<sup>13</sup>Ministère de l'éducation nationale, Rapport nationale sur la situation de l'éducation 2012, DPRE pp 55.

<sup>14</sup>République du Sénégal, Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence, secteur Education Formation 2013-2025, version du 26 février 2013, pp 36.

<sup>15</sup> PAQUET, pp 113-114

- ✓ *renforcer les capacités des femmes à participer aux actions en faveur de l'éducation des filles et à la gouvernance du système éducatif;*
- ✓ *mener des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sociale en faveur de l'accès à l'éducation des filles;*
- ✓ *mettre en place des mesures incitatives en faveur des filles à l'école : dotation en uniformes, en kits scolaires, octroi de bourses, récompenses des méritantes, etc.*

### **Stratégie d'amélioration de la qualité**

*Pour renforcer les capacités des enseignants et du personnel d'encadrement à tous les niveaux, il faudra :*

- ✓ *intégrer la dimension genre dans les référentiels de formation initiale des enseignants;*
- ✓ *développer des modules de formation des acteurs sur la dimension genre pour les personnels en service;*
- ✓ *rendre sensibles au genre les manuels et supports didactiques utilisés par les enseignants*

*En vue de promouvoir les disciplines, séries et filière scientifiques et techniques auprès des filles, il faudra :*

- ✓ *développer une campagne de sensibilisation des filles pour favoriser leur inscription dans les séries et filière scientifiques et techniques dans le système d'éducation et de formation;*
- ✓ *promouvoir des mesures pédagogiques et administratives pour augmenter la participation des filles séries et filière scientifiques et techniques dans le système d'éducation et de formation.*

### **Stratégie de pilotage du genre**

*Il a été retenu de :*

- ✓ *mettre en place un dispositif fonctionnel de prise en charge et de lutte contre les violences basées sur le genre et le sexe dans les écoles;*
- ✓ *renforcer les capacités du comité de coordination et de suivi des interventions en matière d'éducation des filles (CCIEF);*
- ✓ *capitaliser et généraliser le modèle développé dans le cadre du Projet d'Appui à l'Éducation des Filles (PAEF);*
- ✓ *renforcer le dispositif de suivi évaluation de l'éducation des filles à tous les niveaux;*
- ✓ *promouvoir les femmes à des postes de responsabilités au niveau central et local accru ;*
- ✓ *renforcer la communication et le partenariat autour de l'éducation des filles.*

## **2/Poursuivre l'expérience de renforcement des capacités des femmes**

Les activités génératrices de revenus ont réussi à susciter un bel esprit communautaire autour de l'école. Il a été constaté un engagement des femmes et même des hommes pour la promotion de l'éducation des filles.

L'accompagnement des AME doit se poursuivre pour permettre leur formalisation voire leur institutionnalisation pour développer des activités au sein de l'école. Il convient aussi de promouvoir le financement des AME en allégeant les procédures de financement qui ont amoindri les résultats.

## **3/Renforcer la formation des enseignants(tes)**

La pédagogie de soutien a permis aux enseignants(tes) qui ont bénéficié de la formation dans ce domaine de comprendre que celle-ci fait partie intégrante de l'activité d'apprentissage.

En outre, les résultats positifs notés dans le cadre de l'approche genre ont montré qu'il est nécessaire de renforcer la formation des enseignants(tes). La prise en compte de la dimension genre est un intrant de qualité dans les enseignements apprentissage. Elle permet de mieux réguler la classe et d'instaurer au sein du groupe classe des rapports fondés sur le respect mutuel en bannissant toute stigmatisation. La dimension genre est un moyen de prévenir les violences scolaires. Au sein de la société, elle renforce l'estime de soi des femmes. Ces dernières ne sont plus exclusivement confinées dans l'espace privé traditionnel. Elles acquièrent un nouveau statut social et deviennent de ce fait les vectrices d'un développement social inclusif.

#### **4/Renforcer le partenariat avec le privé**

La possibilité de développer des partenariats plus poussés avec le secteur privé en expansion dans le pays et qui a fait montre d'un plus grand intérêt pour les questions d'éducation : avec une réelle volonté politique cette opportunité pourrait être saisie et mise au service de l'éducation des filles en cas de diminution de l'aide du partenaire actuel.

#### **5/Mutualisation des bonnes pratiques**

La création d'un réseau des écoles PAEF pour mutualiser les bonnes pratiques entre la première et la deuxième génération est fortement souhaitée ; comme l'organisation des rencontres périodiques et la mise à disposition d'une plate-forme informatique accessible par le Net permettrait d'élargir le panel des intervenants et de diversifier les thèmes abordés.

#### **6/Pilotage**

Le dispositif pourrait être amélioré à plusieurs niveaux :

✓ **Coordination nationale**

Propager les informations relatives au développement du projet en utilisant davantage le SYSGAR (Système de gestion axé sur les résultats) en plus des sessions régulières du comité de pilotage.

✓ **Inspection d'académie**

Renforcer la synergie développée dans cette structure pour mobiliser davantage autour de la problématique du maintien des filles à l'école et notamment le cycle moyen

✓ **Inspection de l'éducation et de la formation**

Créer des partenariats avec d'autres ministères ou aux services étatiques tels que l'action sociale ou le développement communautaire pour l'accompagnement des organisations de mères d'élèves.

✓ **Ecole**

Créer une banque de données

## **CONCLUSIONS**

Le projet est intervenu en actionnant plusieurs leviers pour que tous les éléments du système interagissent et produisent de la valeur au profit du pignon central, la fille. Ce principe a permis de toucher concomitamment tous les acteurs. A la base de la

modélisation du PAEF, il y a un modèle de développement endogène porté par l'école et par les femmes et au service de la communauté. Le PAEF offre ainsi un modèle participatif de financement de l'école par l'intermédiaire de la communauté. L'articulation Ecole/Milieu réussie par le projet PAEF dans ses zones d'intervention révèle aussi l'émergence d'un nouveau citoyen autour de l'école et montre une appropriation de l'institution par la communauté. Du reste, l'appropriation de l'école par la communauté est une modalité de réussite de tout projet éducatif.

Au total, des résultats très satisfaisants sont là visibles et indéniables et le seul fait d'être reconnu en tant que modèle à multiplier dans le cadre du nouveau Programme 2013-2025 pour le secteur de l'éducation et la formation (PAQUET) en constitue la preuve sur la base de laquelle l'expérience devrait se poursuivre en appuyant sur la capitalisation des résultats et la mise en œuvre des recommandations sortis.

## ANNEXES

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
<b>Objectif général</b>	Contribuer à la réalisation du 2° et du 3° OMD, à travers l'élimination des disparités de genre dans l'éducation primaire	<p>Nombre des filles sorties de l'école primaire avec un certificat de fin d'études élémentaires CFEE.</p> <p>Taux d'achèvement des filles au niveau de l'élémentaire</p> <p>Pourcentage de la population féminine sur la population masculine avec le certificat CFEE.</p>	<p>Etudes et analyses d'impact à long terme</p> <p>Statistiques officielles du Ministère de l'éducation</p>	Politiques institutionnelles en appui à la promotion de l'éducation féminine dans le cycle élémentaire
<b>Objectif spécifique</b>	Réduction des disparités de genre dans le pourcentage des diplômés dans l'école élémentaire, par l'élimination des facteurs qui limitent les filles dans l'accomplissement du cycle primaire dans les 4 régions d'intervention du Projet	<p>Nombre de filles diplômées dans le cycle élémentaire.</p> <p>Taux de filles diplômés par rapport aux garçons</p> <p>Taux des abandons féminins en baisse</p>	<p>Rapports annuels des services des Inspections Académiques (IA) et des Inspections Départementales (IDEN)</p> <p>Statistiques régionales officielles du Ministre de l'Education</p>	<p>Communautés locales et enseignants motivés</p> <p>Disponibilité des acteurs, institutionnels et de la société civile, à collaborer et à se coordonner pour la</p> <p>Bonne réussite du projet</p>
<b>Résultats attendus</b>				
	<b>1.</b> Plan de communication radio télévisuel national réalisé	Nombre de séries radiophoniques et télévisées diffusées	Radio télévisions nationales	<p>Disponibilité d'espaces radiophoniques et télévisés.</p> <p>Partage des contenus diffusés par le plan de communication</p>
	<b>2.</b> Plan de communication de proximité réalisé	Nombre de Forum réalisés dans les départements et dans les	Rapports de suivi-évaluation des IA et des IDEN	

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
		communautés locales		
	<b>3.</b> Renforcement des capacités des acteurs pour une meilleure prise en charge de la population féminine dans les écoles.	Nombre de cours de formation organisés par la DRH – ME et nombre de formé(e)s  Nombre d'écoles ayant une cellule genre opérationnelle	Programmes ou modules de formation  Liste des formé(e)s  Comptes rendus des sessions de formation	
	<b>4.</b> 30.000 livrets sans stéréotypes de genre publiés et diffusés	Nombre de manuels distribués dans les écoles des régions cibles du projet	Rapports  Bordereau de livraison  Procès verbaux de distribution  Statistiques régionales	
	<b>5.</b> Création d'un milieu favorable à la mise en oeuvre du projet dans les localités cibles	Nombre de participants aux rencontres de présentation du projet	Rapports annuels des services régionaux IA et Départementaux IDEN et des Comité de gestion des écoles	Confiance et écoute réciproque entre les acteurs institutionnels et de la société civile concernés.
	<b>6.</b> 20.000 filles sont renforcées avec un appui social et pédagogique	Nombre de filles ayant bénéficié d'un renforcement social et pédagogique  Nombre d'enseignants –tes ayant soutenu le programme de renforcement des filles	Statistiques départementales IDEN	Communautés locales et enseignantes motivés

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
		Nombre des redoublements et d'abandons féminins en diminution.		
	<b>7.</b> "Cadre de coordination des interventions sur l'Education des filles – CCIEF" renforcé pour le suivi évaluation et la coordination des activités dans les régions d'intervention du projet	<p>Nombre d'Atelier réalisés et nombre de membres des institutions participants</p> <p>Nombre de Bureaux réhabilités et équipés.</p> <p>Nombre d'équipes techniques de coordination nationale, régionale, départementale et locale mis en place</p>	Rapports DPRE-ME, IA, IDEN	Disponibilité et motivation des acteurs institutionnels
<b>Activités</b>	<p><b>1.1</b> Appel d'offre pour le recrutement d'un cabinet de consultation en communication</p> <p>Réalisation des Ateliers de concertation entre le consultante et l'unité de coordination et les psychologues pour le choix et l'organisation des contenus</p>	<p>Des Termes de référence réalisés</p> <p>Un cabinet de consultation en communication recruté</p> <p>Une équipe technique de suivi du plan de communication mise en place</p> <p>Nombre de documents radio télévisuels réalisés</p>	<p>Rapports CCIEF,</p> <p>Documents radio télévisés disponibles</p>	Présence de compétences spécifiques et capacité de concertation entre exigences techniques et contenus socio- politiques
	<b>1.2</b> Réalisation de services radio télévisé	Nombre de scénarios écrits, services achevés	Documents radio et télévisuels achevés et déposés à la Division de la Communication et du Partenariat du DPRE	Coordination entre les ressources et les compétences
	<b>1.3</b> Diffusion nationale des	Nombre d'émissions transmises dans	Programmation télévisée	Espaces télévisés et espaces

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
	services télévisés et diffusion régionale des services radiophoniques	le réseau télévisuel national et n. d'émissions radiophoniques transmises par les radios régionales	nationale et radiophonique régionale des moments de sensibilisation sur la question de l'éducation des filles	radiophoniques libres
	<b>2.1</b> Organisation et réalisation de Forum avec la participation des institutions et de la société civile	Nombre de Forum réalisés au niveau régional, départemental et local.	Rapports IA, IDEN, Comités de Gestion des écoles	
	<b>2.2</b> Elaboration d'un guide pour la sensibilisation sociale à la scolarisation des filles	Nombre de guides pour la sensibilisation sociale élaboré	Rapport d'activité de l'élaboration du guide  Exemplaire du guide de sensibilisation	Disponibilité des compétences  Acceptation de l'outil par la base
	<b>3.1</b> 600 enseignants formés dans les thèmes de genre	Nombre d'enseignants formés	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN.	
	<b>3.2</b> 600 enseignants formés en EVF/EMP/ santé de la reproduction	Nombre d'enseignants formés	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN.	
	<b>3.3</b> Chaînes de tutorat établies pour l'éducation par les pairs	Nombre de chaînes de tutorat	Rapports scolaires	Coordination entre les acteurs institutionnels et de la société civile
	<b>3.4</b> Renforcement de capacité des structures locales chargées de	Nombre des structures locales (SCOFI	Rapports scolaires, rapports	Présence des cellules sur les territoires et Comité de

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
	l'éducation des filles dans chaque communauté d'accueil des écoles choisies	et autres) renforcées	IA, IDEN et CCIEF.	gestion scolaires motivés
	<b>3.5</b> Mise en place de cellules genre dans 80 écoles	Nombre d'écoles avec une cellule genre	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN et CCIEF.	Comités locaux de gestion scolaire motivés
	<b>3.6</b> Elaboration et mise en oeuvre d'outils de suivi évaluation genre à utiliser par la base et valable sur tout le territoire national	Nombre d'outils élaborés Nombre, de séances d'élaboration tenues Nombre de sessions de formation à l'utilisation des outils tenues au niveau des IA et des IDEN	Rapport Technique et Financier 2009 Rapports scolaires, rapports IA, IDEN	Disponibilité des compétences Acceptation de l'outil par la base
	<b>3.7</b> Formation d'un responsable pour les thématiques de genre dans chaque IA et IDEN des régions et des départements intéressés	Nombre de responsables formés	Rapports IA et IDEN	Prédisposition du personnel enseignant local à être formé et à assumer les responsabilités prévues
	<b>4.1</b> Rencontres avec les responsables du Curriculum de l'éducation de base	Plan d'action pour la révision et la publication des manuels sans stéréotypes de genre	Circulaire ministérielle	Accord entre les parties prenantes
	<b>4.2</b> Organisation d'Ateliers opérationnels pour la révision et la rédaction des manuels	Nombre d'ateliers opérationnels pour la révision et la rédaction des manuels	Rapports CCIEF- et du secrétariat technique permanent du Curriculum Exemplaire de la version finalisée et validée des	Accord entre les parties prenantes sur les contenus et la forme.

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
			nouveaux manuels	
	<b>4.3</b> Publication et distribution des manuels	Nombre des manuels publiés et distribués dans les écoles	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN et CCIEF.	Maison d'édition et chaîne de distribution efficaces
	<b>5.1</b> Rencontres pour la création d'un environnement favorable avec les acteurs impliqués	Nombre de rencontres au niveau régional, départemental et local avec les acteurs.	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN et CCIEF.	Disponibilité des acteurs et bonne organisation des temps
	<b>5.2</b> Elaboration d'un chronogramme des activités pour les régions choisies	Nombre de rencontres tenues pour l'élaboration du chronogramme des activités des régions choisies	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN et CCIEF.	Partage des priorités et volonté de collaborer
	<b>6.1</b> Réalisation des cours de soutien pédagogiques pour les élèves en difficulté.	Nombre de cours activés	Rapports scolaires, rapports IA, IDEN	Présence d'enseignantes disponibles
	<b>6.2</b> Réalisation de cérémonies de récompense pour les plus méritoires	Nombre de cérémonies réalisées	Rapports scolaires, rapports IDEN	
	<b>6.3</b> 200 Bourses d'études pour les élèves les plus méritoires des écoles des régions choisies	Nombre de bourses octroyées	Rapports IA, IDEN, et Direction des bourses (ME)	Coordination avec la Direction des bourses (ME)
	<b>6.4</b> Fourniture de matériel didactique pour tous les élèves des écoles impliquées dans le projet et fourniture d'uniformes pour les filles principalement.	Nombre d'élèves équipés	Rapports scolaires, rapports et IDEN.	Fournitures disponibles eu chaînes de distribution efficaces

Logique de l'intervention	Description	Indicateurs	Sources de contrôle	Conditions de réalisation
	<b>6.5</b> Appui à l'encadrement des filles devant rester à l'école en dehors des heures de cours	Nombre d'écoles appuyés Nombre de filles bénéficiaires de l'encadrement dans le cadre du renforcement pédagogique	Rapports scolaires, rapports et IDEN	Partage de l'initiative et disponibilité des écoles à rester ouvertes entre 13 et 15 heures.
	<b>6.6</b> Soutien aux associations locales des femmes pour la réalisation d'activités en faveur des filles en difficulté (restauration, santé...)	nombre d'associations soutenues Nombre et type d'activités entreprises	Rapports scolaires, rapports et IDEN	
	<b>7. 1</b> Réhabilitation des locaux du siège du CCIEF - UMAT	Nombre de locaux réhabilités	Rapports CCIEF-UMAT	
	<b>7.2</b> Fourniture de matériel de fonctionnement : computers, imprimante photocopieuse, appareils téléphoniques, lampes, tables...	Nombre de Salles équipées en matériel de bureau et informatique	Comptes rendu CCIEF-UMAT	